

La politique d'austérité du gouvernement : les Carrefours Jeunesse Emploi dans la tourmente

Yao Assogba, Louis Favreau, Lucie Fréchette,
Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC) UQO

Paru dans le journal Le Droit du 20 novembre 2014

Les signataires de cette prise de position sont issus d'un réseau de chercheurs en sciences sociales de plusieurs universités québécoises travaillant depuis plusieurs décennies sur divers enjeux du développement des communautés et menant des recherches sur les différents parcours liés à ce développement : trajectoire de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes par des Carrefours Jeunesse Emploi (CJE), développement d'un important secteur communautaire en santé et services sociaux, itinéraire du logement coopératif et associatif, migration des jeunes, émergence d'un jeune entrepreneuriat collectif, etc. Peu importe les parcours étudiés, nos recherches aboutissent à des conclusions plus souvent qu'autrement convergentes au moins sur un point : la capacité d'innovation sociale des communautés qui, au fil de cinq décennies, ont su créer de nombreux dispositifs collectifs de proximité au service des communautés locales.

Dans la foulée de la rafale de décisions gouvernementales prônant l'austérité généralisée, l'essentiel du travail des 110 Carrefours Jeunesse Emploi du Québec qui épouse le contour de la cause sociale de l'ensemble des jeunes est sérieusement mis à l'épreuve par le ministère concerné. En fait au bénéfice exclusif des jeunes sur l'aide sociale. Par surcroît les Centres Locaux d'Emploi relevant directement du ministère leur dicteraient les priorités. Cette décision a pour effet de laisser tomber les jeunes en situation de décrochage scolaire, les jeunes immigrants en processus d'insertion socioprofessionnelle, les jeunes qui ont des capacités de jeunes entrepreneurs, les jeunes en difficulté psychologique provisoire, les jeunes des régions migrant vers un grand centre urbain... Certes, rien n'empêchera les CJE de faire ce travail dicté par une stratégie de prévention mais ils ne disposeront plus du financement public pour ce faire.

Dans cette phase ascendante d'une politique d'austérité tous azimuts du gouvernement actuel, la situation des CJE ne constitue pas un cas unique puisque tout le secteur communautaire, en commençant par celui de la santé et des services sociaux, est placé dans la même situation. On ne sait pas assez qu'il s'agit là de milliers de groupes (8000 groupes) faisant partie des dispositifs sociaux collectifs que les communautés du Québec se sont données depuis près de 50 ans. Cela représente des dizaines de milliers d'emplois (42 000 emplois au minimum). Cet important secteur est en effet une composante active de la lente construction d'un État social au Québec. Bref on peut dire qu'il y a péril en la demeure pour ce patrimoine communautaire original dont les CJE font partie, patrimoine construit dans la cohabitation active avec l'État sur la base d'un compromis qui garantissait l'autonomie de ce secteur en échange de la production de services collectifs de proximité. Deux caractéristiques centrales du secteur communautaire sont menacées au plus haut niveau : la proximité et l'autonomie dans la cohabitation. C'est aussi la reconnaissance de la participation de groupes d'intérêt public à la démocratie qui en prend un coup.

Par cette politique d'austérité massive, nous sommes probablement rendus à une étape critique de l'histoire de l'État social au Québec. L'État québécois, avec la classe politique actuelle, PLQ en tête, est en train de conduire littéralement une politique de détournement de mission de ces

organisations et du projet de société qu'elles sous-tendent, le tout dissimulé derrière une montagne de chiffres. Ce n'est pas la direction à prendre. Qu'est-ce à dire sinon que le souci de justice sociale de ces organisations sociales, plus concrètement leur participation pertinente et stimulante pour de nombreuses communautés à la réalisation de l'intérêt général, est et sera littéralement étouffé dans les prochaines années. Si la contribution de ces organisations ne suscite plus guère d'enthousiasme dans le bloc politique majoritaire et au sein des élites économiques, l'équation de base dont elles sont porteuses a-t-elle pour autant perdu de son actualité ? Non. S'il faut repenser la solidarité, la justice sociale, l'efficacité économique et la démocratie dans cette période d'importante mutation des sociétés, cela ne peut certainement pas se limiter à la seule contribution d'un grand «secteur privé» adossé à un État qui centralise de plus en plus ses politiques publiques, ce qui a pour effet d'accentuer la déconnexion avec les communautés locales. Aujourd'hui, nombreuses sont les recherches dans nos rangs qui proposent de repenser la solidarité, de renouveler l'État en maintenant l'horizon de la justice sociale. Et cela passe de façon notable par la poursuite d'objectifs de cohabitation active entre les initiatives des communautés et les politiques publiques.

Le projet impulsé par le gouvernement du Québec semble renier une grande partie de l'histoire sociale des 50 dernières années. La menace qui pèse sur les CJE illustre ce virage. De fait, aujourd'hui davantage qu'hier, l'espace public est occupé surtout par les Think Tanks amoureux du « tout au marché » et par les organisations issues du monde patronal constituées en lobbies. Peut-on en effet affirmer que nous avons une démocratie en santé, que les médias sont relativement indépendants d'intérêts financiers, que les élus portent véritablement l'intérêt général, que les lobbies des grandes firmes n'influencent pas en coulisse les décisions, que les effets étudiés de marketing de ces firmes ne conditionnent pas notre manière de penser ? Cette politique d'austérité budgétaire et salariale est en train de nous faire quitter un peu plus la démocratie. Elle induit également un certain mépris des urgences sociales et écologiques.

Ont signé ce texte 27 professeurs et chercheurs de 8 universités et de 10 chaires ou centres de recherche

Assogba Yao UQO, CRDC

Favreau Louis UQO, CRDC

Fréchette Lucie UQO, CRDC

Bellemare Guy, UQO, CRISES

Bourdon Sylvain, U. Sherbrooke, CERTA

Bourque Denis, UQO, CRCOC

Briand Louise, UQO, CRISES

Comeau Yvan, U. Laval

Côté Serge, UQAR, GRIDEQ

Dallaire, Nicole, U.Sherbrooke

Desmarais Danielle, UQAM, PARcours

Duperré Martine, U. Laval

Foisy Dominic, UQO, CRCOC

Gallant Nicole, INRS-UCS, OJS

Gauthier Madeleine, INRS-UCS, OJS

Grenier Stéphane, UQAT

Guillotte Claude-André, U. Sherbrooke, IRECUS

Jetté Christian, U. Montréal, LAREPPS

Lachapelle René, UQO, CRCOC

Larose Gérald, UQAM, LAREPPS
Leblanc, Patrice, UQAT
Mathieu Rejean, UQAM, LAREPPS
Mercier Clément, U. Sherbrooke
Molina Ernesto, U. Sherbrooke, CRDC
Robitaille Martin, UQO, CRDT
Tremblay Pierre-André, UQAC, CRISES
Vaillancourt Yves, UQAM, LAREPPS et CRISES